



Édito

Grèce, berceau de civilisation

Deux inventions font de la Grèce un berceau de civilisation, non sans rapport l'une avec l'autre. D'une part, la pratique philosophique, activité inédite de ceux qui s'y emploient à leurs risques et périls, tel Socrate : ne pas céder sur la question du pourquoi, ne pas considérer que l'ordre dominant est forcément inéluctable, ne pas faire de l'évidence la vérité des choses et des êtres. D'autre part, l'invention de l'idée démocratique, gouvernement par et pour le peuple, modalité sui generis d'un certain vivre-ensemble, forme inédite de cohabitation des différences et des oppositions. Dans les deux cas, la résignation - même déguisée en réalisme - est loin de constituer l'horizon souhaitable de toute vie. S'y inaugure un travail civilisationnel, cette lutte jamais close contre les multiples formes d'obscurantisme et de prépotence - travail toujours en cours. Aujourd'hui, en effet, la Grèce menée par Syriza - parti appelé d'extrême gauche dans la mesure où la gauche peine à ne pas se situer à droite - la Grèce donc, s'emploie à perpétuer ce travail civilisationnel. Combat aussi inégal qu'exemplaire, il se déroule sur plusieurs fronts à la fois.

Médiatique, tout d'abord. Presse, radio, télévision insistent pratiquement tous les jours sur « les négociations de la dernière heure » tentées par la Grèce pour amadouer des créanciers pourtant endurants et bienveillants à son égard. Ils épinglent l'intransigeance des dirigeants grecs, poncif qui sous-entend l'ouverture d'esprit de la troïka. Ils ponctuent le refus du réalisme (tiens !) des Hellènes. Etc. Etc. Ce martèlement fait partie à part entière de la guerre en cours. Car, souligne une banderole vue récemment à Montpellier, si la Grèce était une banque elle serait déjà sauvée. Front politique, ensuite. Enjeu principal : le rejet grec de la figure emblématique de l'austérité, soit de la réduction accrue des rémunérations et des conditions de (sur)vie des classes moyennes et populaires, rejet qui inclut une réforme fiscale qui, se voulant juste, s'attaque aux revenus colossaux des puissants et à la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Sont en jeu des lignes politiques et économiques inconciliables ainsi que des concessions que les belligérants peuvent ou pas consentir. Ces enjeux propres à la Grèce sont susceptibles de croiser des revendications manifestes ou latentes au sein d'autres pays européens. Raison majeure pour enrayer cette contamination mortelle.

Front géopolitique et économique, enfin. L'éventuelle sortie de la Grèce de l'Europe poserait de multiples problèmes non seulement à ce pays, comme on le remarque souvent, mais aussi à cette Union, ce qu'on ponctue beaucoup moins. L'Europe néo-libérale cesserait d'être intouchable. Ses modalités de fonctionnement actuelles paraîtraient de moins en moins inéluctables. Ses principes surtout économiques seront soumis à rude débat et nécessiteront quelques amendements probablement radicaux. Pas superflu de le rappeler : aider la Grèce c'est aussi aider ceux qui l'aident à se faire aider. Tel est le diagnostic proposé ici. Il n'y a pas de « crise grecque » mais une crise européenne à l'occasion et sous prétexte des difficultés de la Grèce à rester suffisamment néolibérale. Soutenir un tel diagnostic implique que les deux inventions grecques soient plus que jamais à l'ordre du jour.



[sur le site](#)

La tête haute

Film d'Emmanuelle Bercot avec Catherine Deneuve, Benoit Magimel, Rod Paradot, Sara Forestier

Une juge et un éducateur jalonnent, de ses 6 à 18 ans, le parcours d'un jeune dit en difficulté, dans l'objectif, affiché comme tel, de le sauver. Sauver de quoi, de qui ? D'une mère trop jeune, trop précaire, à qui le costume de parent ne semble pas convenir ? Sauver d'une institution judiciaire qui assiste, les bras ballants malgré l'activisme d'une juge pour enfants, aux échecs à répétition des « projets » qu'elle échafaude pour sortir ce gamin de la spirale dans laquelle il persiste à se maintenir ? Sauver de la bonne volonté d'un éducateur un peu envahissant qui gagnerait à questionner son transfert ? La force du film est d'attirer l'attention sur le parcours relativement typique d'un jeune admirablement inter-



prété par cette boule de tension, de nervosité explosive qu'est Rod Paradot. Il soulève des questions de fond sur la façon dont le travail social traite les populations qu'il a mission d'accompagner, tout en rendant un hommage

« L'opposition entre la psychologie individuelle et la psychologie sociale ou collective, qui peut, à première vue, paraître très profonde, perd beaucoup de son acuité lorsqu'on l'examine de plus près. Sans doute, la première a pour objet l'individu et recherche les moyens dont il se sert pour obtenir la satisfaction de ses désirs et besoins, mais, dans cette recherche, elle ne réussit que rarement, et dans des cas tout à fait exceptionnels, à faire abstraction des rapports qui existent entre l'individu et ses semblables. C'est qu'Autrui joue toujours dans la vie de l'individu le rôle d'un modèle, d'un objet, d'un associé ou d'un adversaire, et la psychologie individuelle se présente dès le début comme étant en même temps, par un certain côté, une psychologie sociale, dans le sens élargi mais pleinement justifié du mot ».

Sigmund Freud, « **Psychologie collective et analyse du moi** » (introduction) [1921]

[sur le site](#)

- mérité - au travail des éducateurs. Film social certes, mais plutôt au sens moral du terme ? Seul le registre psychologique est explicité, comme si les problèmes de ce jeune résidaient exclusivement chez lui - jusqu'à frôler le psychologisme. A la fin, le jeune relève la tête grâce à l'amour et à la naissance de son enfant, ce qui lui permet de sortir du tribunal : dénouement heureux quasi hollywoodien. Dommage ! Le film propose une vision documentée des établissements pour jeunes « à redresser », tout en passant sous silence les dimensions idéologique et politique (consignes, mandats, visées) sans lesquelles ces établissements n'existeraient pourtant pas.

Louis Althusser : un certain retour ?



Entre 1960 et 1980, le philosophe **LOUIS ALTHUSSER** produit de nombreux travaux visant à refonder la pensée de Marx et à étayer sa pertinence dans l'ensemble des sciences sociales et humaines. Dans cette entreprise, l'analyse de la question de l'idéologie est déterminante. Un texte fondamental, probablement le plus célèbre, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat » rend compte de cette élaboration [*]. Dans ce travail, Althusser propose une définition matérialiste de l'idéologie, distinguant d'une part l'Idéologie au singulier, en tant que structure de toute société, d'autre part des configurations idéologiques plurielles (idéologies religieuses, familiales, syndicales, scolaires...) spécifiques de différentes époques et couches sociales. Une analogie peut être tentée ici avec la psychanalyse qui distingue la logique de l'Inconscient et celle des formations de l'inconscient. Althusser qualifie les idéologies plurielles de matérielles

pour souligner qu'elles ne sont pas idéelles et moins encore spirituelles car elles existent au sein d'appareils publics et privés (école, famille, travail social...), prescrivent des pratiques matérielles (apprendre à l'école, chercher du travail, élever ses enfants...), elles-mêmes réglées par des rituels tout aussi matériels (lever le doigt, obéir aux consignes, dire merci...). Idéologies et Appareils Idéologiques d'Etat contribuent - à la fois singulièrement et collectivement - à la reproduction des idéologies dominantes et des rapports sociaux de classe. Eléments majeurs de ce qu'on appelle le lien social.

De ces « Notes pour une recherche », Althusser recommandait une lecture « vigilante » et « indulgente » vis-à-vis des erreurs inexorables qu'il ne pouvait pas se permettre mais aussi des inventions qu'il s'efforçait d'étayer. Il s'est risqué à penser la question princeps du processus d'assujettissement, soit de l'interpellation-fabrication de l'individu en sujet - indissociablement social et psychique, extérieur et intime. Cette thèse lui permettra de caractériser l'idéologie comme une « représentation du rapport imaginaire aux conditions réelles d'existence ».

Ce philosophe a ouvert des voies précieuses, fait rupture avec des problématisations antérieures (y compris au sein du marxisme), laissé des points aveugles... Il y a un avant et un après Althusser tout comme il y a un avant et un après Lacan. Mais le sort historique et théorique des travaux de ces deux grands penseurs - qui se

sont côtoyés et sur certains points réciproquement inspirés - n'est aucunement le même. Autant le génie de Lacan est toujours omniprésent, même si on va jusqu'à lui imputer des élaborations qu'il n'a jamais commises, autant celui d'Althusser paraît depuis plusieurs décennies injustement oublié, nié, enterré. C'est pourtant « le premier et l'unique marxiste de haut vol que la France ait produit dans toute son histoire » [Emilio de Ipola] qui en France, Italie, Espagne, Etats-Unis, Angleterre, Canada, Amérique latine et de nombreux autres pays a captivé et irrigué le débat philosophique, social et politique. Sa fin de vie tragique, le triomphe presque mondialisé du néolibéralisme, la disparition quasi générale du marxisme expliquent probablement le dépérissement prêté à son œuvre.

Ce dépérissement est-il rédhitoire ? Pas sûr ! Depuis une dizaine d'années, de nombreux auteurs et non des moindres reprennent tout ou partie des travaux du philosophe. Des études lui sont consacrées, en particulier sur la thèse de l'interpellation en sujet. De nouvelles polémiques et controverses mais aussi des alliances fructueuses se font jour [**].

Regain d'intérêt d'autant plus réjouissant que Louis Althusser est l'une des figures incontournables des orientations forgées à **PRATIQUES SOCIALES**. Depuis de nombreuses années, en effet, Saül Karsz tente de refonder à son tour la logique de l'idéologie.

[lire la suite](#)

À méditer

« Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs. »

Howard Zinn

Clinique transdisciplinaire

« Institution » : appellation à contrôler

Pour nombre d'intervenants des secteurs social et médico-social, l'institution est fréquemment assimilée à l'organisation dans laquelle on travaille ou même au pôle de direction. « Dans mon institution rien ne change - ou tout bouge ! » entend-on dire par d'aucuns qui ont tendance à dénier leur part de responsabilité dans la bonne ou la mauvaise marche de l'entreprise dans - pour - avec - contre laquelle ils œuvrent.

L'institution ne peut pourtant pas se réduire à cette acception plus ou moins conjoncturelle qui semble cristalliser toutes les causes des heurts et malheurs que vivent les individus et les groupes. L'assimiler aux seuls managers directs revient à faire l'impasse sur les instances associatives, les organismes de contrôle et de financement, les politiques sociales qui encadrent les fonctionnements institutionnels et les décisions en apparence individuelles.

Dans l'usage classique, ce qui fait institution est l'ensemble des lois qui régissent une cité et les manières de vivre en société qui s'établissent et se pérennisent. En témoignent les écrits de Montesquieu, observateur en son temps des sociétés du XVIII^e siècle en Europe. Entre

la fiction rousseauiste d'un contrat social susceptible de canaliser les mauvaises tendances de la civilisation et le mythe freudien de la horde primitive censée être à l'origine de l'organisation sociale, quelle définition donner à ce mot valise, polysémique, voire alibi ? Pourquoi donc y a-t-il institution(s) ?

Emile Durkheim (Les Règles de la méthode sociologique - 1895) en a fait l'objet privilégié de la sociologie naissante, qui se voulait scientifique. Pour cet auteur incontournable et ses disciples, l'institution est un ensemble de comportements, de manières de penser et de sentir qui s'impose aux individus en deçà et au-delà de leur consentement ; c'est ce qui fait tenir les individus ensemble. D'autres après lui et indépendamment de lui - Sartre, Foucault, Marx, Althusser... - ont tenté de penser la nature, les visées et les enjeux de l'institution. C'est à partir de ce terreau, avec l'aide de chercheurs et de praticiens venant d'horizons délibérément hétérogènes, que nous allons travailler la question de l'institution pour en tirer quelques enseignements pratiques, lors des **XXI^e Journées d'Etude et de Formation** des 23, 24 et 25 novembre 2015.

[sur le site](#)

Agenda

Manifestations ouvertes à toute personne intéressée

Samedi 11 et dimanche 12 juillet 2015 à Villié-Morgon (69910)

Séminaire d'été. « Penser Pratiques Sociales. Et intervenir en conséquence » [Pas de frais d'inscription ni de logement en hôtel, chaque participant finance ses repas sur place. Inscription préalable indispensable]

Samedi 26 septembre 2015 de 9h35 à 17h30 à Arcueil

Séminaire de préparation des XXI^{èmes} Journées d'Etude.

Dimanche 27 septembre 2014 de 9h à 16h à Arcueil

suite du séminaire de préparation et réunion du Conseil d'Administration. Activités et projets pour 2015

23 - 24 - 25 novembre 2015 à Sèvres (92310) XXI^{èmes} Journées d'Etude et de Formation « Travailler en institution, travailler l'institution »

Programme disponible sur demande Renseignements au secrétariat : 06 45 90 67 61

Autres informations sur www.pratiques-sociales.org



Conseil d'Administration du RESEAU PRATIQUES SOCIALES
Saül Karsz président tél. 06.85.10.23.36, Claudine Hourcadet secrétaire tél. 06.45.90.67.61, Joël Pouliquen trésorier, Jean-Jacques Bonhomme, Claudine Schoukroun.

Ont collaboré à ce numéro : S. Bertho, J.-J. Bonhomme, C. Hourcadet, S. Karsz, C. Schoukroun.

LePasDeCôte bulletin numérique du RESEAU PRATIQUES SOCIALES : formes et contenus soumis à vos critiques et propositions, cher-e lecteur-trice.

XXI^{èmes} JOURNÉES D'ÉTUDE ET DE FORMATION DU RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES
Travailler en institution, travailler l'institution
(penser la question, soutenir les pratiques)
Lundi 23, mardi 24, mercredi 25 novembre 2015

